



PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Direction des collectivités locales, de l'utilité
publique et de l'environnement

Marseille, le **05 OCT. 2016**

Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux

Dossier suivi par : M. CAPSETA-PALLEJA
☎ 04.84.35.42.77

✉ alexandre.capseta-palleja@bouches-du-rhone.gouv.fr

Dossier n°2016-370 C/PC

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE n° 2016-370 C/PC
applicable à la société LAFARGE GRANULATS FRANCE
et autorisant une prolongation limitée d'exploiter,
une modification des conditions d'exploiter
et la cessation partielle d'activité de
la carrière sise aux lieux-dits « La Sablière », « Le Grand Vallon »,
« La Crau », « Bel Air, » et « Le Moulon de Blé »
sur le territoire des communes de SENAS et EYGUIERES**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE SUD
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le schéma départemental des carrières des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières modifié ;

Vu la circulaire du 14 mai 2012 relative à l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle de garanties financières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 2001-211C du 12 novembre 2001, n° n° 2012-183C du 28 mars 2012 et n°

.../...

2014-286C du 1^{er} décembre 2014 antérieurement délivrés à la société Lafarge Granulats Sud pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire des communes Sénas et Eyguières ;

Vu l'arrêté n° 2008-426C portant changement d'exploitant ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2016 par la société Lafarge Granulats France dont le siège social est situé 2 Avenue du Général de Gaulle – 92 140 CLAMART demandant une prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière autorisée par l'arrêté du 12 novembre 2001, portant à la connaissance des modifications des conditions d'exploiter ladite carrière et demandant l'autorisation de changement d'exploitant ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu la lettre de la société Lafarge Granulats France du 2 mai 2016 informant le Préfet des Bouches-du-Rhône du renoncement aux droits ouverts par l'arrêté du 1^{er} décembre 2014 susvisé ;

Vu le rapport et les propositions en date du 2 août 2016 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 28 septembre 2016 du Conseil départemental de la nature, des paysages et des Sites au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 29 septembre 2016 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation apportée par le demandeur par la lettre du 4 octobre 2016 ;

Considérant que la société Lafarge Granulats Sud a été absorbée par la société Lafarge Granulats France à la date du 1^{er} janvier 2014 ;

Considérant que, au sens de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, la société Lafarge Granulats France démontre qu'elle a les capacités techniques et financières à exploiter ladite carrière ;

Considérant que l'exploitant déclare avoir réaménagé les parcelles abandonnées suite à la cessation partielle d'activité ;

Considérant que, en application de la circulaire du 14 mai 2012, les modifications envisagées ne sont pas substantielles et ne nécessitent pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation ;

Considérant que, en application de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, le montant des garanties financières de remise en état de la carrière (période 2017-2020) doit être révisé et actualisé compte tenu de la demande de prolongation de l'autorisation et la cessation partielle d'activité ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société Lafarge Granulats France dont le siège social est situé 2 Avenue du Général de Gaulle – 92140 CLAMART est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux colluvionnaires, sise quartier du grand vallon sur les communes de Sénas et d'Eyguières, avec installation de premier traitement en lieu et place de la société LAFARGE GRANULATS SUD dans l'intégralité des droits et obligation des arrêtés préfectoraux n°2001-211C du 12 novembre 2001, n° 2012-183C du 28 mars 2012 et n° 2014-286C du 1er décembre 2014.

L'autorisation d'exploitation de la carrière n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire ou de ses contrats de forage.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 2	Bénéficiaire de l'autorisation – Chapitre 1.1.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 2	Modification du tableau des rubriques – Article 1.2.1.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 2 – II.3	Modification du périmètre d'exploitation – Article 1.2.2.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 2 – II.2	Modification de la durée d'exploitation – Article 1.2.3.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 8 (8.1 à 8.6)	Modification du montant et actualisation des prescriptions – Chapitre 1.5.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 2 – II.1	Ajout de prescription – Article 1.2.3.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 4 – 4.4	Ajout de prescriptions – Article 1.3.1.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 5 – 5.5	Modification de la fréquence de mesures des émissions sonores et prescription d'une étude lors de la première campagne de traitement des matériaux par des équipements mobiles – Article 1.4.1.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 5 – 5.1.3 A et B	Modification des prescriptions – Article 1.4.2.

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
N° 2014-286C du 1 ^{er} décembre 2014	Tous les articles	Suppression

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Volume autorisé
2510-1	A	Carrières (exploitation de) 1. Exploitation de carrières,	A	
2515-1a)		1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : a) Supérieure à 550 kW	A	1 050 kW
2517-1		Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 30 000 m ³	A	

AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)

ARTICLE 1.2.2. LOCALISATION ET SURFACE

Conformément aux plans cadastraux au 1/2 500^{ème} du dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter en date du 25 mai 2016, référencés n°13.04.15.02 AP Nord et n°13.04.15.02 AP Sud, et annexés au présent arrêté, l'autorisation porte sur les parcelles suivantes :

Section	Parcelle
Sénas, Lieu-dit « Le Grand Vallon »	
DI	5 à 18, 21 à 29, 43, 44, 46, 47, 49 à 52, 54 à 56, 63, 64, 73 à 88
DK	44
Sénas, Lieu-dit « La Sablière »	
DH	1, 4, 6 à 8, 10 à 13, 15, 16pp, 17pp, 20pp à 23, 25 à 29pp, 30pp, 32pp, 121, 123 à 128, 133 à 136

Eyguières, Lieu-dit « Le Moulon de Blé »	
BE	5pp, 11b pp
Superficie globale	39,43 ha

Nota : pp = pour partie

ARTICLE 1.2.3. NIVEAU D'ACTIVITÉ

A compter du 12 novembre 2016 et jusqu'au 12 novembre 2019, la quantité maximale de matériaux extraits est de 950 kt pour une production annuelle moyenne de 320 kt/an.

ARTICLE 1.2.4. DUREE DE L'AUTORISATION D'EXPLOITER

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée jusqu'au 12 novembre 2020.

L'autorisation des autres installations n'est pas limitée dans le temps.

CHAPITRE 1.3 CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 1.3.1. RÉAMÉNAGEMENT

Le réaménagement des parcelles cadastrales du lieu-dit « Le Grand Vallon » visées à l'article 1.2.2. du présent arrêté est réalisé conformément au dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter en date du 25 mai 2016, avant le 12 novembre 2020.

L'exploitant est autorisé à réaménager la carrière, par remblayage, avec des déchets inertes tels que définit aux annexes 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les conditions d'admission des déchets inertes sont conformes aux dispositions de l'arrêté susvisé.

Le remblayage est réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, en particulier l'article 12.3.

CHAPITRE 1.4 PREVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 1.4.1 PREVENTION DES NUISANCES SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée lors de la première campagne de traitement des matériaux par des équipements mobiles. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 1.4.2. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

A- Qualité

L'exploitant procède semestriellement (en période de hautes et basses eaux) à des analyses sur les critères de potabilité (bactériologique et physico-chimique) des eaux souterraines, à sa charge par les soins d'un

laboratoire agréé. Les prélèvements sont effectués sur le forage utilisé pour l'alimentation en eau du site et sur le forage identifié FGau au lieu-dit « la Retrache » sur la commune de Sénas.

Les résultats des analyses sont transmis à l'Inspection des installations classées qui est tenue informée dans délai de tout indice de pollution révélé par les contrôles.

L'Inspection des installations classées peut imposer des analyses de la qualité des eaux sur d'autres points pour suivre une éventuelle pollution.

B- Niveau

Des relevés de hauteur d'eau sont réalisés trimestriellement sur les piézomètres PzF, Pz 08/23, Pz 00/7 et Pz 13/01, dont l'emplacement est reporté sur le plan n° :13.04.15.03 du dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter en date du 25 mai 2016 et annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.5.1. Objet des garanties financières

Les garanties financières ont pour objet de pouvoir assurer la remise en état de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant ou en cas de non-respect des prescriptions de remise en état des arrêtés préfectoraux.

ARTICLE 1.5.2. Montant des garanties financières

Le montant total des garanties à constituer est de 728 264 euros TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 9 février 2004 en prenant en compte un indice TP01 base 2010 de 101,6 (paru au JORF du 14 février 2016) et un taux de TVA de 20%.

ARTICLE 1.5.3. Etablissement des garanties financières

Les garanties financières sont constituées avant le 12 novembre 2016.

Dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet, avant l'échéance fixée ci-dessus :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01 base 2010.

ARTICLE 1.5.4. Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.5. Actualisation des garanties financières

Sans objet

ARTICLE 1.5.6. MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- pour la remise en état du site après exploitation.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non exécution des obligations ci-dessus :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de remise en état de l'arrêté préfectoral d'autorisation et des arrêtés complémentaires associés, après intervention des mesures prévues au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

-

ARTICLE 1.5.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-5 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

TITRE 2 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION

ARTICLE 2.1.1. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction ;

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Marseille :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 2.1.2. PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairies de Sénas et Eyguières pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Les maires de Sénas et Eyguières feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture des Bouches-du-Rhône l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de l'exploitant.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 2.1.3. EXECUTION

Le Secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône, le Sous-préfet de l'arrondissement d'Arles, le Directeur départemental des territoires des Bouches du Rhône, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de Sénas et Eyguières et à l'exploitant.

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

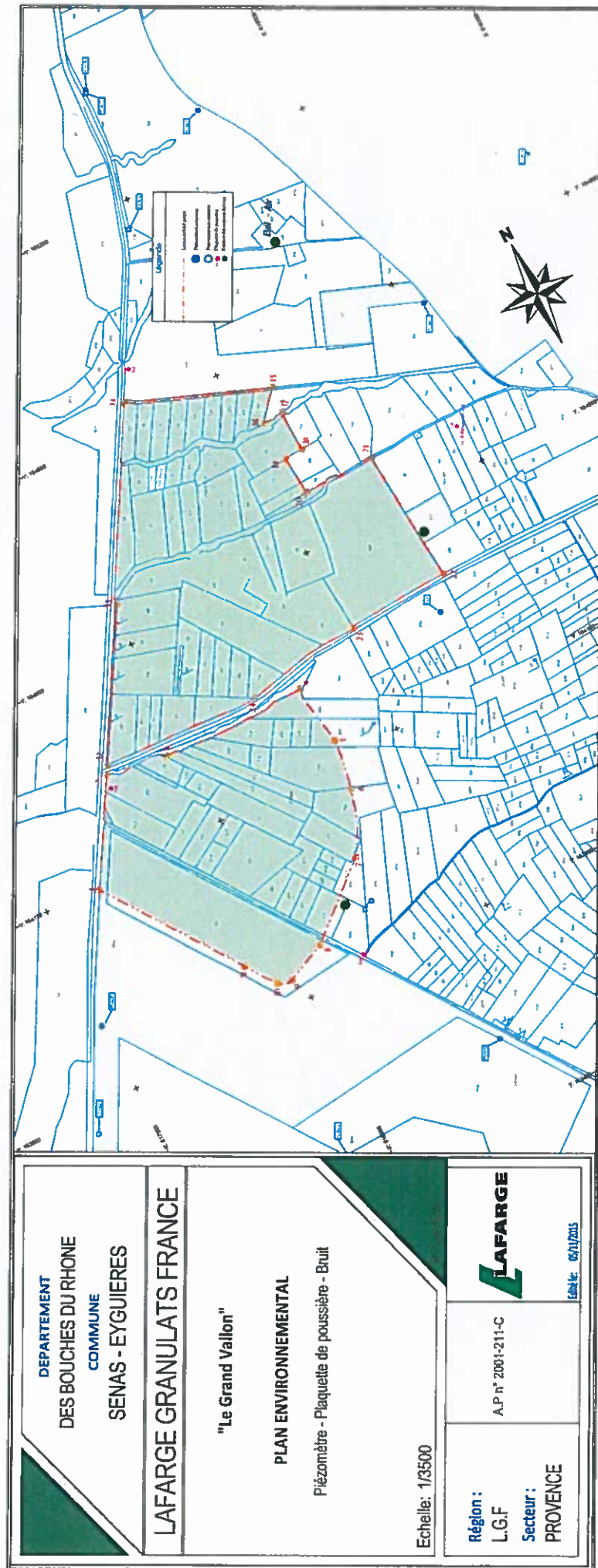
Maxime AHRWEILLER

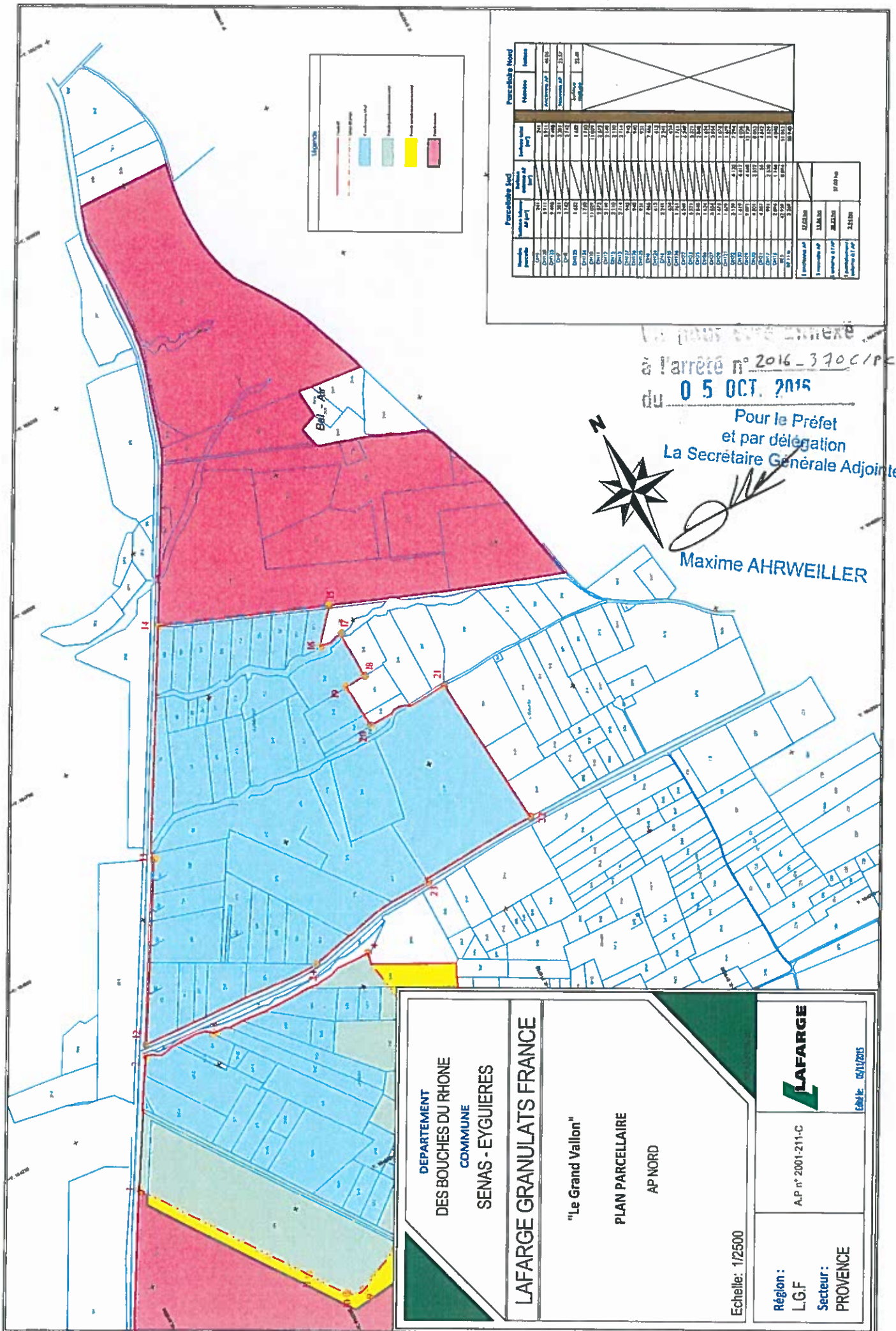
Annexe 1

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2016_370 C / P.
du 05 OCT. 2016

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

Maxime AHRWEILLER





Parcelles Nord		Parcelles Sud	
N°	Surface (m²)	N°	Surface (m²)
1	1.111	1	1.111
2	1.111	2	1.111
3	1.111	3	1.111
4	1.111	4	1.111
5	1.111	5	1.111
6	1.111	6	1.111
7	1.111	7	1.111
8	1.111	8	1.111
9	1.111	9	1.111
10	1.111	10	1.111
11	1.111	11	1.111
12	1.111	12	1.111
13	1.111	13	1.111
14	1.111	14	1.111
15	1.111	15	1.111
16	1.111	16	1.111
17	1.111	17	1.111
18	1.111	18	1.111
19	1.111	19	1.111
20	1.111	20	1.111
21	1.111	21	1.111
22	1.111	22	1.111
23	1.111	23	1.111
24	1.111	24	1.111
25	1.111	25	1.111
26	1.111	26	1.111
27	1.111	27	1.111
28	1.111	28	1.111
29	1.111	29	1.111
30	1.111	30	1.111
31	1.111	31	1.111
32	1.111	32	1.111
33	1.111	33	1.111
34	1.111	34	1.111
35	1.111	35	1.111
36	1.111	36	1.111
37	1.111	37	1.111
38	1.111	38	1.111
39	1.111	39	1.111
40	1.111	40	1.111
41	1.111	41	1.111
42	1.111	42	1.111
43	1.111	43	1.111
44	1.111	44	1.111
45	1.111	45	1.111
46	1.111	46	1.111
47	1.111	47	1.111
48	1.111	48	1.111
49	1.111	49	1.111
50	1.111	50	1.111
51	1.111	51	1.111
52	1.111	52	1.111
53	1.111	53	1.111
54	1.111	54	1.111
55	1.111	55	1.111
56	1.111	56	1.111
57	1.111	57	1.111
58	1.111	58	1.111
59	1.111	59	1.111
60	1.111	60	1.111
61	1.111	61	1.111
62	1.111	62	1.111
63	1.111	63	1.111
64	1.111	64	1.111
65	1.111	65	1.111
66	1.111	66	1.111
67	1.111	67	1.111
68	1.111	68	1.111
69	1.111	69	1.111
70	1.111	70	1.111
71	1.111	71	1.111
72	1.111	72	1.111
73	1.111	73	1.111
74	1.111	74	1.111
75	1.111	75	1.111
76	1.111	76	1.111
77	1.111	77	1.111
78	1.111	78	1.111
79	1.111	79	1.111
80	1.111	80	1.111
81	1.111	81	1.111
82	1.111	82	1.111
83	1.111	83	1.111
84	1.111	84	1.111
85	1.111	85	1.111
86	1.111	86	1.111
87	1.111	87	1.111
88	1.111	88	1.111
89	1.111	89	1.111
90	1.111	90	1.111
91	1.111	91	1.111
92	1.111	92	1.111
93	1.111	93	1.111
94	1.111	94	1.111
95	1.111	95	1.111
96	1.111	96	1.111
97	1.111	97	1.111
98	1.111	98	1.111
99	1.111	99	1.111
100	1.111	100	1.111

à l'arrêté n° 2016-370C/PC
du 05 OCT. 2015

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

Maxime AHRWEILLER

DEPARTEMENT
DES BOUCHES DU RHONE
COMMUNE
SENAS - EYGUIERES

LAFARGE GRANULATS FRANCE

"Le Grand Vallon"

PLAN PARCELLAIRE
AP NORD

Echelle: 1/2500

LAFARGE

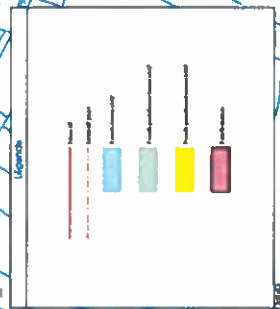
AP n° 2001-211-C

Région :
L.G.F.
Secteur :
PROVENCE

Date: 05/10/2015

[illegible]

1. incubation <i>AP</i>	52.63 hrs	
2. hatching <i>AP</i>	13.88 hrs	
3. swimming <i>AP</i>	28.23 hrs	
4. post-hatching incubation <i>AP</i>	2.23 hrs	\$0.03 hrs



Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2016-370 C/P₂
du 5 mai 2016 Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale.



Le Moulin de Blad

DEPARTEMENT
DES BOUCHES DU RHONE
COMMUNE
SENAS - EYGUIERES

LAFARGE GRANULATS FRANCE

"Le Grand Vallon"

PLAN PARCELLAIRE

AP SUD

Echelle: 1/2500

L.G.F.
Région:

Secteur:
PROVENCE



A.P. n° 2001-211-C

05/12/2015